

République Algérienne Démocratique et Populaire

Délégation algérienne

Lisbonne le 18/19 février 2014

Séminaire consacré aux enquêtes nautique sur les accidents et incidents de mer

Dans le cadre de l'amélioration des dispositions concernant la prévention des accidents en mer et le souci d'améliorer la sécurité de la navigation maritime au niveau des espaces maritime sous juridiction nationale, l'Algérie a entamée la ratification de plusieurs conventions et accords internationales , ainsi que l'adoption et l'élaboration d'une réglementation nationale afin de mieux investir les aspects générales de ces incidents et promouvoir la sécurité et la sureté de sa flotte de commerce, de pêche et de plaisance .

Ainsi, les enquêteurs algériens durant leurs enquêtes nautiques se basant sur la réglementation internationale suivante :

- La convention internationale de droit de la mer de 1982, à savoir,
- L'article 02 sur le régime juridique de la mer territoriale et de l'espace aérien sur jacent, ainsi que du fond de cette mer et de son sous-sol ;
- L'article 94 sur les obligations de l'état du pavillon ;
- La convention SOLAS, à savoir,
- Règle 21 du chapitre I- partie C sur les accidents ;
- Règle 6 du chapitre XI-I sur les prescriptions supplémentaires régissant les enquêtes sur les accidents et les incidents en mer ;
- La convention MARPOL, à savoir, l'article 12 sur les accidents survenus aux navires ;
- La convention internationale de 1966 sur les lignes de charge, à savoir, l'article 23 sur les accidents ;
- La convention STCW à savoir, la règle I/4 sur les procédures de contrôle ;
- Les conventions de l'OIT, à savoir,
- l'article 2 de la convention N°134
- l'article 36 de la convention N°152
- la convention MLC 2006

- les résolutions de l'OMI à savoir :
- la résolution A.849 (20)- code pour la conduite des enquêtes sur les accidents et les incidents de mer ;
- la résolution A.884 (21)- amendements au code pour la conduite des enquêtes sur les accidents et les incidents de mer ;
- la résolution A.922 (22)- recueil de règles pratiques pour la conduite des enquêtes sur les délits de pirateries et de vol à main armée à l'encontre des navires ;
- la résolution MSC.255(84)- adoption de normes internationales et pratiques recommandées applicables à une enquête de sécurité sur un accident de mer ou un incident de mer (code pour les enquêtes sur les accidents) ;
- la résolution MSC.257(84)- adoption d'amendements à la convention SOLAS, telle que modifiée.

Toutefois, le cadre juridique national dispose d'un ensemble d'articles régissant la composition et la méthode de travail utilisée durant les enquêtes tel que défini par l'ordonnance N°76/80 du 23 octobre 1976, portant code maritime modifiée et complétée par la loi N°98/05 du 25 juin 1998 et la loi N°10/04 du 15 août 2010, à savoir :

- l'institution d'une commission centrale de sécurité ainsi que des commissions locales d'inspection conformément à l'article 235, pour l'application des dispositions des conventions internationales et la réglementation nationale relative à la sécurité de la navigation maritime, à la sauvegarde de la vie humaine en mer, à l'hygiène et à l'habitabilité et les conditions de travail à bord des navires

Commission centrale de sécurité

Selon l'article n° 236, la commission centrale de sécurité siège auprès du service national des garde-côtes.

La commission centrale de sécurité est chargée d'effectuer des enquêtes administratives et techniques à la suite de tous les événements et les accidents survenus aux navires en mer,

Toutefois ; En cas d'accident d'un navire étranger dans les eaux sous juridiction nationale, l'autorité maritime informe immédiatement l'Etat d'immatriculation et lui notifie tous renseignements dont elle dispose. Elle peut, à la demande de l'Etat d'immatriculation du navire accidenté, autoriser la présence d'un ou de plusieurs représentants de cet Etat à l'enquête tel qu'il ressort de l'article 237 du C M A.

Commission locale d'inspection

Selon l'article n° 238 du CMA, et l'Arrêté du 7 mai 2003 fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement des commissions locales d'inspection des navires, la commission locale d'inspection est présidée par le chef de la circonscription maritime (CIR-MAR) organisme régionale, chargée d'effectuer des enquêtes administratives et techniques sur les accidents et les incidents survenus aux navires au niveau local.

Pour permettre le bon déroulement des activités de ces commissions, le gouvernement algérien a mis en place un dispositif de personnel compétent et expert en sa matière composé de fonctionnaires de différente catégorie tel que :

- des administrateurs des affaires maritimes experts dans le domaine de la réglementation maritime et juriste de formation.
- D'inspecteurs de la navigation et de travail maritime titulaires d'une formation technique maritime (sécurité maritime) avec une expérience professionnel et un savoir dans le domaine de la sécurité maritime.
- D'inspecteur chargé des radiocommunications, représentant le ministère chargé des télécommunications ;
- La commission locale d'inspection peut faire appel pour les besoins de ses travaux à toute personne qualifiée ou organisme susceptible de lui apporter son concours.

Les membres de la commission locale d'inspection sont désignés nominativement par décision du ministre chargé de la marine marchande pour une durée de trois (3) ans.